

REF : DR – N° 2023-75

THEME : INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE – DELEGATION DE FONCTIONS  
OBJET : DELIBERATION MODIFICATIVE RELATIVE AUX DELEGATIONS CONSENTIES  
PAR LE CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 7 novembre 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 13 novembre 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,  
Radikah JUMMUN donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,  
Nathalie ROMANET donne pouvoir à Nathalie TISSOT,  
Umus PERRONE.

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,  
Thomas GIRARD.

Il est rappelé au Conseil Municipal que par délibération en date du 09 juin 2020 il a été délégué à Monsieur le Maire un certain nombre de compétences, sur la base de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est précisé que dès lors que le Conseil Municipal a procédé à une délégation au Maire, ce dernier est alors seul compétent pour intervenir dans la matière déléguée. Aussi toute délibération du Conseil Municipal sur ce sujet serait illégale pour incompétence.

De plus l'article L2122-22 du CGCT précise que certaines matières doivent être clairement encadrées par le Conseil Municipal, or la délibération précitée du 09 juin 2020 ne répond pas à cette exigence.

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal d'annuler cette délibération et de se prononcer à nouveau sur les délégations consenties à Monsieur le Maire en apportant les précisions nécessaires lorsque cela est requis.

Il est donc proposé au Conseil Municipal, dans un souci de bonne administration communale et pour la durée du présent mandat, d'accorder à Monsieur le Maire les délégations suivantes :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales

2° De fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, et dont le montant ne dépasse pas 2 000,00 € par droit unitaire, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.



4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits **sont inscrits au budget et que le montant du marché ne dépasse pas**

Envoyé en préfecture le 17/11/2023

Reçu en préfecture le 17/11/2023

Publié le

ID : 001-210102695-20231113-DR202375-DE



- **215 000 euros HT pour les marchés de fournitures et de service**
- **500 000 euros HT pour les marchés de travaux**

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans étant précisé que par cette délégation le maire se trouve investi du pouvoir de passer les contrats de location **en tant que preneur ou bailleur et d'en fixer par conséquent le prix, à l'exclusion des concessions d'occupation du domaine public. Cette délégation concerne également le cas échéant les baux de chasse.**

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € :

- **En défense devant toutes juridictions, y compris en appel et en cassation, à l'exception des cas où la commune serait elle-même assignée à comparaître devant une juridiction pénale ;**
- **En demande, devant toute juridiction de référé et devant toute juridiction de plein contentieux, lorsque la commune encourt un risque de péremption d'instance ou de forclusion,**
- **Dans tous les cas où la commune est amenée à se constituer partie civile devant les juridictions pénales,**
- **Dans le cadre de cette délégation le Maire est autorisé à porter plainte au nom de la commune**

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux **dans la limite de 20 000,00 € HT par sinistre ;**

18° Donner, en application de l'article L 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local (EPFL) ;

19° Signer la convention précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) et signer la convention précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux (PVR) ;

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.



20° De réaliser les lignes de trésorerie **sur la base d'un montant maximum calculé sur le montant additionné des recettes d'emprunt prévu au budget primitif, des recettes d'investissement, ainsi que du montant du FCTVA prévu pour l'année en cours ;**

22° Exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L 240-1 à L 240-3 du code de l'urbanisme, **dès lors que le bien vendu présente un enjeu stratégique en termes d'aménagement public et après avis de la commission municipale ad hoc ;**

23° Prendre les décisions mentionnées aux articles L 523-4 et L 523-5 du code du patrimoine relatif à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune et de conclure la convention prévue à l'article L 523-7 du même code ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° Exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au 3e alinéa de l'article L 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26° De procéder aux demandes de subvention auprès de tout organisme financeur relatives **aux projets communaux de toute nature, ayant fait l'objet d'une présentation préalable en commission ad-hoc ;**

27° De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux **dès lors que ces formalités concernent une opération d'aménagement inscrite au budget communal ;**

28° Exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29° Ouvrir et organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L 123-19 du code de l'environnement ;

Il est précisé que les décisions prises par le maire en vertu de l'article L. 2122-22 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets.

Cela étant exposé, il sera demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **DIT que la présente délibération annule et remplace à partir de ce jour la délibération n°2020-06-NM en date du 09 juin 2020 relatives aux délégations consenties au Maire**
- **ACCORDE au Maire les délégations telles que précitées ci-dessus,**
- **PREND ACTE que, conformément à l'article L2122-23 du CGCT, Monsieur le Maire rendra compte à chaque réunion du Conseil municipal de l'exercice de ses délégations,**
- **AUTORISE l'exercice de la présente délégation par le suppléant de Monsieur le Maire en cas d'empêchement de celui-ci.**

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt  
En Sous-préfecture de Nantua le  
Publication ou affichage le  
Jean-Pascal THOMASSET  
Maire de Nantua

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 17/11/2023

Reçu en préfecture le 17/11/2023

Publié le



ID : 001-210102695-20231113-DR202375-DE